



Sélection révisée des affaires à publier au *Recueil des arrêts et décisions* 2008¹

Notes sur les citations :

Les affaires sont présentées dans l'ordre alphabétique selon le nom du requérant et de l'Etat défendeur.

Sauf mention contraire, toutes les références renvoient à des arrêts de chambre. Les affaires de Grande Chambre, qu'elles aient donné lieu à une décision ou à un arrêt, sont signalées par la mention « [GC] ». Les décisions sont signalées par la mention « (déc.) ».

La composition des volumes pour l'année 2008 n'a pas encore été déterminée. Jusqu'à nouvel ordre, les affaires rendues en 2008 peuvent être citées simplement par l'indication de l'année de leur publication, par exemple CEDH 2008, sans indication d'un numéro de volume. Pour des informations complémentaires sur le mode de citation de la jurisprudence de la Cour, veuillez consulter [cette page](#).

La Cour se réserve le droit de rendre compte de tout ou partie des arrêts et décisions énumérés ci-dessous sous forme d'extraits. Les arrêts et décisions en question peuvent être consultés en texte intégral dans la ou les langues dans lesquelles ils ont été rendus dans la base de données HUDOC.

Table des matières

I. Liste des affaires dans l'ordre alphabétique des noms des requérants par année	2
II. Liste des affaires dans l'ordre alphabétique des états mis en cause par année	10

¹ Cette sélection d'affaires à publier au *Recueil des arrêts et décisions* pour l'année 2008 a été réalisée par le juriste et approuvée par le Bureau. Elle remplace la sélection initialement effectuée par le Comité des publications. La base de données HUDOC et les listes publiées sur le site Internet de la Cour, en particulier les listes alphabétique et chronologique, ont été modifiées en conséquence. La composition du *Recueil* pour les années 1999 à 2006 incluse reste inchangée.

I. Liste des affaires dans l'ordre alphabétique des noms des requérants par année

B

9.9.2008

[Boivin c. 34 Etats membres du Conseil de l'Europe \(déc.\), n° 73250/01](#)

ARTICLE 1

Responsabilité des états

Litige s'inscrivant entièrement dans l'ordre juridique interne d'une organisation internationale possédant une personnalité juridique distincte de celle de ses Etats membres : *irrecevable*

ARTICLE 35

Article 35 § 3

Compétence *ratione personae*

Litige s'inscrivant entièrement dans l'ordre juridique interne d'une organisation internationale possédant une personnalité juridique distincte de celle de ses États membres : *irrecevable*

20.3.2008

[Budayeva et autres c. Russie, nos 15339/02, 21166/02, 20058/02, 11673/02 et 15343/02 \(extraits\)](#)

ARTICLE 2

Obligations positives

Manquement des autorités à procéder à des travaux d'aménagement et à mettre en place des mesures de secours d'urgence face à un risque prévisible de coulées de boue qui seraient meurtrières : *violations*

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Biens

Respect des biens

Privation de propriété

Adéquation des mesures prises par les autorités pour fournir des logements de remplacement et des aides d'urgence aux victimes de dégâts matériels causés par des coulées de boue : *non-violation*

29.4.2008

[Burden c. Royaume-Uni \[GC\], n° 13378/05](#)

ARTICLE 14

Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)

Impossibilité pour deux sœurs vivant ensemble de bénéficier d'une exonération de l'impôt sur les successions au même titre que le membre survivant d'un couple marié ou d'un partenariat civil : *non-violation*

C

3.7.2008

[Tchember c. Russie, n° 7188/03](#)

ARTICLE 3

Peine inhumaine

Quantité excessive d'exercices physiques imposés comme sanction à un appelé dont les problèmes de santé étaient connus, et absence d'enquête effective à cet égard : *violations*

D

15.5.2008

[Dedovski et autres c. Russie, n° 7178/03 \(extraits\)](#)

ARTICLE 3

Torture

Mauvais traitements et recours injustifié à des matraques à l'encontre de détenus, et absence d'enquête effective : *violation*

12.11.2008

[Demir et Baykara c. Turquie \[GC\], n° 34503/97](#)

ARTICLE 11

Article 11 § 1

Liberté d'association

Interdiction faite à des fonctionnaires municipaux de fonder un syndicat et annulation rétroactive d'une convention collective : *violations*

E

23.9.2008

[E.G. et autres c. Pologne \(déc.\), n° 50425/99 \(extraits\)](#)

ARTICLE 37

Article 37 § 1

Radiation du rôle

Clôture d'une procédure d'arrêt pilote une fois jugées satisfaisantes les mesures internes visant à remédier aux problèmes structurels : *radiation du rôle*

23.9.2008

[Emine Arac c. Turquie, n° 9907/02](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Applicabilité

Caractère civil du droit de poursuivre des études universitaires : *violation*

G

12.2.2008

[Guja c. Moldova \[GC\], n° 14277/04](#)

ARTICLE 10

Article 10 § 1

Liberté de communiquer des informations

Renvoi d'un fonctionnaire du parquet général pour avoir laissé filtrer dans la presse des éléments indiquant une ingérence apparente du Gouvernement dans l'administration de la justice pénale : *violation*

J

14.2.2008

[July et Sarl Libération c. France, n° 20893/03 \(extraits\)](#)

ARTICLE 10

Article 10 § 1

Liberté d'expression

Condamnation pénale d'un directeur de journal pour diffamation de juges d'instruction au moyen d'un article rendant compte d'une conférence de presse organisée par des parties civiles : *violation*

K

12.2.2008

[Kafkaris c. Chypre \[GC\], n° 21906/04](#)

ARTICLE 3

Traitement inhumain

Traitement dégradant

Peine perpétuelle obligatoire dénuée de toute perspective de libération pour bonne conduite à la suite d'un changement de législation : *non-violation*

ARTICLE 7

Article 7 § 1

Nullum crimen sine lege

Dispositions législatives conflictuelles quant à la signification d'une peine de réclusion à perpétuité aux fins d'établir le droit à bénéficier d'une remise de peine : *violation*

19.9.2008

[Korbely c. Hongrie \[GC\], n° 9174/02](#)

ARTICLE 7

Article 7 § 1

Nullum crimen sine lege

Condamnation pour un acte qui ne constituait pas une infraction d'après le droit international pertinent au moment où il avait été commis : *violation*

7.2.2008

[Kovach c. Ukraine, n° 39424/02](#)

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1

Libre expression de l'opinion du peuple

Invalidation arbitraire, dans le cadre d'élections législatives, des suffrages obtenus par le candidat arrivé en tête dans plusieurs bureaux d'une circonscription, et la victoire consécutive de son adversaire : *violation*

2.12.2008

[K.U. c. Finlande, n° 2872/02](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie privée

Manquement à contraindre le fournisseur de services Internet à divulguer l'identité d'une personne recherchée pour avoir placé un message indécent concernant un mineur sur un site de rencontres : *violation*

M

23.6.2008

[Maslov c. Autriche \[GC\], n° 1638/03](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie privée

Respect de la vie familiale

Interdiction de séjour prononcée à l'encontre du requérant en raison de condamnations pour des infractions essentiellement non violentes commises alors qu'il était mineur : *violation*

13.5.2008

[McCann c. Royaume-Uni, n° 19009/04](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect du domicile

Expulsion du locataire d'un logement social dans le cadre d'une procédure sommaire n'offrant pas de garanties procédurales suffisantes : *violation*

8.4.2008

[Megadat.Com Srl c. Moldova, n° 21151/04](#)

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Respect des biens

Retrait à un fournisseur d'accès à internet de ses licences d'exploitation pour un manquement purement formel à la réglementation : *violation*

7.10.2008

[Monedero Angora c. Espagne \(déc.\), n° 41138/05](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (pénal)

Applicabilité

Applicabilité de l'article 6 à la procédure de mandat d'arrêt européen : *irrecevable*

N

27.5.2008

[N. c. Royaume-Uni \[GC\], n° 26565/05](#)

ARTICLE 3

Expulsion

Menace d'expulsion d'une personne séropositive vers son pays d'origine, où il n'est pas sûr qu'elle puisse bénéficier du traitement médical approprié : *non-violation en cas d'expulsion*

P

8.7.2008

[Parti travailliste géorgien c. Géorgie, n° 9103/04](#)

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1

Libre expression de l'opinion du peuple

Se porter candidat aux élections

Introduction d'un système participatif d'inscription sur les listes électorales, peu avant les élections et dans un contexte politique « post-révolutionnaire », en vue de remédier au problème de listes électorales chaotiques : *non-violation*

Absence de preuve d'abus de pouvoir ou de fraude électorale à l'appui d'un grief concernant l'existence d'une majorité pro-présidentielle dans les commissions électorales à tous les niveaux : *non-violation*

Exclusion illégitime et injustifiée de deux circonscriptions électorales de la comptabilisation des suffrages au niveau national : *violation*

R

5.2.2008

[Ramanauskas c. Lituanie \[GC\], n° 74420/01](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (pénal)

Procès équitable

Condamnation pour un délit de corruption commis à l'incitation de la police : *violation*

16.10.2008

[Renolde c. France, n° 5608/05](#)

ARTICLE 2

Obligations positives

Suicide en cellule disciplinaire d'un détenu atteint de troubles mentaux : *violation*

ARTICLE 3

Traitement inhumain

Traitement dégradant

Détenu atteint de troubles mentaux placé en cellule disciplinaire durant quarante-cinq jours : *violation*

17.1.2008

[Ryakib Biryukov c. Russie, n° 14810/02](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Jugement public

Non-communication en public de la motivation d'un jugement civil : *violation*

S

4.12.2008

[S. et Marper c. Royaume-Uni \[GC\], nos 30562/04 et 30566/04](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie privée

Conservation des empreintes digitales et données ADN des requérants après la conclusion, respectivement par un acquittement et par une décision de classement sans suite, des poursuites pénales menées contre eux : *violation*

28.2.2008

[Saadi c. Italie \[GC\], n° 37201/06](#)

ARTICLE 3

Expulsion

Risque de mauvais traitements en cas d'expulsion vers la Tunisie d'un terroriste jugé par contumace : *violation en cas d'expulsion*

29.1.2008

[Saadi c. Royaume-Uni \[GC\], n° 13229/03](#)

ARTICLE 5

Article 5 § 1 f)

Empêcher l'entrée irrégulière sur le territoire

Détention pendant sept jours dans un centre de rétention d'un demandeur d'asile ayant obtenu une « admission temporaire » : *non-violation*

Article 5 § 2

Information sur les raisons de l'arrestation

Délai de 76 heures pour informer un demandeur d'asile ayant obtenu une « admission temporaire » des motifs de sa détention ultérieure dans un centre de rétention : *violation*

27.11.2008

[Salduz c. Turquie \[GC\], n° 36391/02](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 3 c)

Se défendre avec l'assistance d'un défenseur

Utilisation comme preuve de la déposition à la police d'un mineur n'ayant pas eu accès à un avocat : *violation*

27.3.2008

[Chtoukatourov c. Russie, n° 44009/05](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie privée

Equité d'une procédure en vue d'une décision judiciaire privant de sa capacité juridique un patient atteint de troubles mentaux mal définis, et impossibilité pour l'intéressé de former un recours contre cette décision et son placement ultérieur dans un établissement psychiatrique : *violation*

ARTICLE 34

Entraver l'exercice du droit de recours

Refus des autorités de permettre au requérant, malade psychiatrique, de prendre contact avec son avocat même après que la Cour les eut invitées par la voie d'une mesure provisoire à le faire : *manquement à se conformer à l'article 34*

ARTICLE 39 DU RÈGLEMENT DE LA COUR

Mesures provisoires

Refus des autorités de se conformer à la mesure provisoire indiquée : *manquement à se conformer à l'article 34*

T

11.12.2008

[TV Vest AS et Rogaland Pensjonistparti c. Norvège, n° 21132/05](#)

ARTICLE 10

Article 10 § 1

Liberté d'expression

Infliction d'une amende à une télévision pour avoir diffusé une publicité d'un petit parti politique, au mépris de la législation interdisant toute publicité politique télévisée : *violation*

V

8.7.2008

[Vajnai c. Hongrie, n° 33629/06](#)

ARTICLE 10

Article 10 § 1

Liberté d'expression

Condamnation pénale du requérant pour avoir porté un symbole totalitaire interdit (une étoile rouge) lors d'une manifestation politique : *violation*

Y

8.7.2008

[Yumak et Sadak c. Turquie \[GC\], n° 10226/03](#)

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1

Libre expression de l'opinion du peuple

Obligation pour les partis politiques d'atteindre le seuil de 10 % des suffrages exprimés au niveau national pour pouvoir être représentés au Parlement : *non-violation*

II. Liste des affaires dans l'ordre alphabétique des états mis en cause par année

34 Etats membres du Conseil de l'Europe

9.9.2008

[Boivin c. 34 Etats membres du Conseil de l'Europe \(déc.\), n° 73250/01](#)

ARTICLE 1

Responsabilité des états

Litige s'inscrivant entièrement dans l'ordre juridique interne d'une organisation internationale possédant une personnalité juridique distincte de celle de ses Etats membres : *irrecevable*

ARTICLE 35

Article 35 § 3

Compétence *ratione personae*

Litige s'inscrivant entièrement dans l'ordre juridique interne d'une organisation internationale possédant une personnalité juridique distincte de celle de ses États membres : *irrecevable*

Autriche

23.6.2008

[Maslov c. Autriche \[GC\], n° 1638/03](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie privée

Respect de la vie familiale

Interdiction de séjour prononcée à l'encontre du requérant en raison de condamnations pour des infractions essentiellement non violentes commises alors qu'il était mineur : *violation*

Chypre

12.2.2008

[Kafkaris c. Chypre \[GC\], n° 21906/04](#)

ARTICLE 3

Traitement inhumain

Traitement dégradant

Peine perpétuelle obligatoire dénuée de toute perspective de libération pour bonne conduite à la suite d'un changement de législation : *non-violation*

ARTICLE 7

Article 7 § 1

Nullum crimen sine lege

Dispositions législatives conflictuelles quant à la signification d'une peine de réclusion à perpétuité aux fins d'établir le droit à bénéficier d'une remise de peine : *violation*

Espagne

7.10.2008

[Monedero Angora c. Espagne \(déc.\), n° 41138/05](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (pénal)

Applicabilité

Applicabilité de l'article 6 à la procédure de mandat d'arrêt européen : *irrecevable*

France

14.2.2008

[July et Sarl Libération c. France, n° 20893/03 \(extraits\)](#)

ARTICLE 10

Article 10 § 1

Liberté d'expression

Condamnation pénale d'un directeur de journal pour diffamation de juges d'instruction au moyen d'un article rendant compte d'une conférence de presse organisée par des parties civiles : *violation*

16.10.2008

[Renolde c. France, n° 5608/05](#)

ARTICLE 2

Obligations positives

Suicide en cellule disciplinaire d'un détenu atteint de troubles mentaux : *violation*

ARTICLE 3

Traitement inhumain

Traitement dégradant

Détenu atteint de troubles mentaux placé en cellule disciplinaire durant quarante-cinq jours : *violation*

Finlande

2.12.2008

[K.U. c. Finlande, n° 2872/02](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie privée

Manquement à contraindre le fournisseur de services Internet à divulguer l'identité d'une personne recherchée pour avoir placé un message indécent concernant un mineur sur un site de rencontres : *violation*

Géorgie

8.7.2008

[Parti travailliste géorgien c. Géorgie, n° 9103/04](#)

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1

Libre expression de l'opinion du peuple

Se porter candidat aux élections

Introduction d'un système participatif d'inscription sur les listes électorales, peu avant les élections et dans un contexte politique « postrévolutionnaire », en vue de remédier au problème de listes électorales chaotiques : *non-violation*

Absence de preuve d'abus de pouvoir ou de fraude électorale à l'appui d'un grief concernant l'existence d'une majorité pro-présidentielle dans les commissions électorales à tous les niveaux : *non-violation*

Exclusion illégitime et injustifiée de deux circonscriptions électorales de la comptabilisation des suffrages au niveau national : *violation*

Hongrie

8.7.2008

[Vajnai c. Hongrie, n° 33629/06](#)

ARTICLE 10

Article 10 § 1

Liberté d'expression

Condamnation pénale du requérant pour avoir porté un symbole totalitaire interdit (une étoile rouge) lors d'une manifestation politique : *violation*

19.9.2008

[Korbely c. Hongrie \[GC\], n° 9174/02](#)

ARTICLE 7

Article 7 § 1

Nullum crimen sine lege

Condamnation pour un acte qui ne constituait pas une infraction d'après le droit international pertinent au moment où il avait été commis : *violation*

Italie

28.2.2008

[Saadi c. Italie \[GC\], n° 37201/06](#)

ARTICLE 3

Expulsion

Risque de mauvais traitements en cas d'expulsion vers la Tunisie d'un terroriste jugé par contumace : *violation en cas d'expulsion*

Lituanie

5.2.2008

[Ramanauskas c. Lituanie \[GC\], n° 74420/01](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (pénal)

Procès équitable

Condamnation pour un délit de corruption commis à l'incitation de la police : *violation*

Moldova

12.2.2008

[Guja c. Moldova \[GC\], n° 14277/04](#)

ARTICLE 10

Article 10 § 1

Liberté de communiquer des informations

Renvoi d'un fonctionnaire du parquet général pour avoir laissé filtrer dans la presse des éléments indiquant une ingérence apparente du Gouvernement dans l'administration de la justice pénale : *violation*

8.4.2008

[Megadat.Com Srl c. Moldova, n° 21151/04](#)

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Respect des biens

Retrait à un fournisseur d'accès à internet de ses licences d'exploitation pour un manquement purement formel à la réglementation : *violation*

Norvège

11.12.2008

[TV Vest AS et Rogaland Pensjonistparti c. Norvège, n° 21132/05](#)

ARTICLE 10

Article 10 § 1

Liberté d'expression

Infliction d'une amende à une télévision pour avoir diffusé une publicité d'un petit parti politique, au mépris de la législation interdisant toute publicité politique télévisée : *violation*

Pologne

29.1.2008

[Saadi c. Royaume-Uni \[GC\], n° 13229/03](#)

ARTICLE 5

Article 5 § 1 f)

Empêcher l'entrée irrégulière sur le territoire

Détention pendant sept jours dans un centre de rétention d'un demandeur d'asile ayant obtenu une « admission temporaire » : *non-violation*

Article 5 § 2

Information sur les raisons de l'arrestation

Délai de 76 heures pour informer un demandeur d'asile ayant obtenu une « admission temporaire » des motifs de sa détention ultérieure dans un centre de rétention : *violation*

29.4.2008

[Burden c. Royaume-Uni \[GC\], n° 13378/05](#)

ARTICLE 14

Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)

Impossibilité pour deux sœurs vivant ensemble de bénéficier d'une exonération de l'impôt sur les successions au même titre que le membre survivant d'un couple marié ou d'un partenariat civil : *non-violation*

13.5.2008

[McCann c. Royaume-Uni, n° 19009/04](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect du domicile

Expulsion du locataire d'un logement social dans le cadre d'une procédure sommaire n'offrant pas de garanties procédurales suffisantes : *violation*

27.5.2008

[N. c. Royaume-Uni \[GC\], n° 26565/05](#)

ARTICLE 3

Expulsion

Menace d'expulsion d'une personne séropositive vers son pays d'origine, où il n'est pas sûr qu'elle puisse bénéficier du traitement médical approprié : *non-violation en cas d'expulsion*

23.9.2008

[E.G. et autres c. Pologne \(déc.\), n° 50425/99 \(extraits\)](#)

ARTICLE 37

Article 37 § 1

Radiation du rôle

Clôture d'une procédure d'arrêt pilote une fois jugées satisfaisantes les mesures internes visant à remédier aux problèmes structurels : *radiation du rôle*

4.12.2008

[S. et Marper c. Royaume-Uni \[GC\], nos 30562/04 et 30566/04](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie privée

Conservation des empreintes digitales et données ADN des requérants après la conclusion, respectivement par un acquittement et par une décision de classement sans suite, des poursuites pénales menées contre eux : *violation*

Russie

17.1.2008

[Ryakib Biryukov c. Russie, n° 14810/02](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Jugement public

Non-communication en public de la motivation d'un jugement civil : *violation*

20.3.2008

[Budayeva et autres c. Russie, nos 15339/02, 21166/02, 20058/02, 11673/02 et 15343/02 \(extraits\)](#)

ARTICLE 2

Obligations positives

Manquement des autorités à procéder à des travaux d'aménagement et à mettre en place des mesures de secours d'urgence face à un risque prévisible de coulées de boue qui seraient meurtrières : *violations*

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Biens

Respect des biens

Privation de propriété

Adéquation des mesures prises par les autorités pour fournir des logements de remplacement et des aides d'urgence aux victimes de dégâts matériels causés par des coulées de boue : *non-violation*

27.3.2008

[Chtoukatourov c. Russie, n° 44009/05](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie privée

Equité d'une procédure en vue d'une décision judiciaire privant de sa capacité juridique un patient atteint de troubles mentaux mal définis, et impossibilité pour l'intéressé de former un recours contre cette décision et son placement ultérieur dans un établissement psychiatrique : *violation*

ARTICLE 34

Entraver l'exercice du droit de recours

Refus des autorités de permettre au requérant, malade psychiatrique, de prendre contact avec son avocat même après que la Cour les eut invitées par la voie d'une mesure provisoire à le faire : *manquement à se conformer à l'article 34*

ARTICLE 39 DU RÈGLEMENT DE LA COUR

Mesures provisoires

Refus des autorités de se conformer à la mesure provisoire indiquée : *manquement à se conformer à l'article 34*

15.5.2008

[Dedovskiy et autres c. Russie, n° 7178/03 \(extraits\)](#)

ARTICLE 3

Torture

Mauvais traitements et recours injustifié à des matraques à l'encontre de détenus, et absence d'enquête effective : *violation*

3.7.2008

[Tchember c. Russie, n° 7188/03](#)

ARTICLE 3

Peine inhumaine

Quantité excessive d'exercices physiques imposés comme sanction à un appelé dont les problèmes de santé étaient connus, et absence d'enquête effective à cet égard : *violations*

Turquie

8.7.2008

[Yumak et Sadak c. Turquie \[GC\], n° 10226/03](#)

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1

Libre expression de l'opinion du peuple

Obligation pour les partis politiques d'atteindre le seuil de 10 % des suffrages exprimés au niveau national pour pouvoir être représentés au Parlement : *non-violation*

23.9.2008

[Emine Arac c. Turquie, n° 9907/02](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Applicabilité

Caractère civil du droit de poursuivre des études universitaires : *violation*

12.11.2008

[Demir et Baykara c. Turquie \[GC\], n° 34503/97](#)

ARTICLE 11

Article 11 § 1

Liberté d'association

Interdiction faite à des fonctionnaires municipaux de fonder un syndicat et annulation rétroactive d'une convention collective : *violations*

27.11.2008

[Salduz c. Turquie \[GC\], n° 36391/02](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 3 c)

Se défendre avec l'assistance d'un défenseur

Utilisation comme preuve de la déposition à la police d'un mineur n'ayant pas eu accès à un avocat : *violation*

Ukraine

7.2.2008

[Kovach c. Ukraine, n° 39424/02](#)

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1

Libre expression de l'opinion du peuple

Invalidation arbitraire, dans le cadre d'élections législatives, des suffrages obtenus par le candidat arrivé en tête dans plusieurs bureaux d'une circonscription, et la victoire consécutive de son adversaire : *violation*